



Après la présidentielle, la mobilisation commence dès le 1er mai

La défaite de Marine Le Pen au deuxième tour de la présidentielle nous permet d'éviter le pire du pire. Avec la réélection d'Emmanuel Macron, il nous reste cependant le pire à affronter et à combattre.

En cinq ans, la progression du nombre de voix obtenues par l'extrême-droite est inquiétante, alors même que le taux de participation chute. Dans l'entre-deux tours, le SNJ-CGT avait clairement appuyé la déclaration de la CGT, qui proclamait : « Pas une voix du monde du travail pour l'extrême droite, elle doit être combattue partout ». Celle-ci rappelait également que « le gouvernement et le président sortant portent une lourde responsabilité sur la perte de sens du débat politique et la banalisation des idées d'extrême droite » ([lire ici](#)).

Aujourd'hui, encore et toujours, il nous faut combattre la politique anti-sociale d'Emmanuel Macron. Le SNJ-CGT n'a aucune confiance dans la soi-disant « concertation » que compterait lancer le président réélu. Nos priorités restent les mêmes : obtenir des hausses de salaires et de pensions en rapport avec l'augmentation des prix, empêcher le recul de l'âge de la retraite, revenir sur le durcissement et la baisse de l'indemnisation du chômage...

Concernant la presse et les médias, le SNJ-CGT revendique un changement complet de politique, mais également du rapport qu'entretient Emmanuel Macron avec les journalistes. La polémique sur le « choix » des journalistes pour le débat télévisé de l'entre-deux tours en rappelle les travers ([lire ici](#)).

Le SNJ-CGT s'opposera à la disparition de la redevance, annoncée par le candidat Macron lors de la campagne, pour être remplacée par un budget soumis au vote du Parlement. Un tel mécanisme va à l'encontre de la pérennité des moyens pour un audiovisuel public de qualité et, pire, soumet ce dernier au bon vouloir chaque année de la majorité en place.

A l'heure où la concentration des médias fait des ravages sur l'emploi et la précarité des journalistes, mais aussi sur la qualité et le pluralisme de l'information, le programme officiel d'Emmanuel Macron ([lire ici](#)) est, dans ce domaine, d'une indigence inquiétante. Celui-ci ne mentionne (page 23) que le « lancement d'États généraux pour le droit à l'information, afin de lutter contre toutes les tentatives d'ingérence et donner aux journalistes le meilleur cadre pour remplir leur mission

essentielle, en associant les citoyens ». Le « grand débat national » de 2019, censé répondre à la crise des Gilets jaunes, a montré à quel point de vraies problématiques peuvent être noyées sous des consultations de pure apparence.

Plus que jamais, le travail de décryptage, d'enquête et de reportage des journalistes est indispensable, à l'opposé de certains plateaux télévisés qui relayent complaisamment des appels à l'exclusion et à la division. A l'opposé aussi de ces ridicules images de journalistes juchés sur des motos, poursuivant dans les rues de Paris la voiture du président tout juste réélu... après l'avoir confondue avec celle du premier ministre.

Pour toutes ces raisons, le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer nombreux aux manifestations du 1er-Mai, pour revendiquer une transformation sociale et environnementale de notre société.

Montreuil, le 27 avril 2022.